Les Amis de la Terre

Partage international n° 265 - Septembre 2010

Interview de Erich Pica

par Jason Francis

Les Amis de la Terre USA est une organisation sans but lucratif fondée en 1969 et basée à Washington. Elle fait partie du réseau de Friends of the Earth International, qui rassemble les Amis de la Terre de 77 pays et plus de 5 000 groupes d'activistes locaux qui travaillent ensemble pour créer un monde plus sain et plus juste. Avec plus de deux millions de membres et des partisans dans le monde entier, leurs thèmes de campagnes incluent les énergies propres comme solution au réchauffement climatique ; la protection des personnes face à des technologies potentiellement dangereuses ; la promotion de modes de transport peu polluants ; et le soutien à la création d'une taxe sur les transactions financières pour financer des programmes de lutte contre la pauvreté et le changement climatique dans les pays en voie de développement. Erich Pica, expert sur les politiques énergétiques internationalement reconnu, est président des Amis de la Terre USA. Jason Francis l'a interrogé pour Partage international.

Partage international : *Pouvez-vous nous parler de certains des projets auxquels les Amis de la Terre participent actuellement aux Etats-Unis ?*

Erich Pica : Une de nos plus grandes campagnes actuellement est la Campagne pour une justice climatique, qui est liée aux négociations internationales sur le changement climatique. Pour vous donner une idée, la plupart des groupes nationaux des Amis de la Terre se sont mis d'accord sur un ensemble de principes comme l'importance d'une réduction des gaz qui contribuent au réchauffement climatique mais également l'importance d'accorder un financement significatif pour le passage aux énergies propres et l'adaptation des pays en voie de développement au changement climatique. Les Etats-Unis et les autres pays développés doivent s'imposer des réductions plus importantes de leurs émissions de gaz à effet de serre que celles demandées aux pays en voie de développement.

Ces dernières années, les Amis de la Terre international et les Amis de la Terre USA ont milité pour la mise en pratique de ces principes en envoyant des représentants aux diverses conférences des Nations unies où se sont tenues des négociations sur le traité international sur le changement climatique - que ce soit à Copenhague, Bonn, ou ailleurs. Ces militants, venus d'Europe, des Etats-Unis, d'Afrique, d'Amérique du Sud et d'Asie expriment les besoins des pays en voie de développement. Dans ces pays, des militants travaillent avec les gouvernements pour s'assurer que ceux-ci adoptent une position très ferme sur la réduction du changement climatique et la nécessité de financer l'adaptation à ce changement.

Les militants aux Etats-Unis poussent le gouvernement américain à mettre plus d'argent et être plus proactifs dans la législation sur l'énergie qui est en débat en ce moment au Congrès. Ces campagnes multiples créent une voix forte sur la scène internationale pour exiger des objectifs élevés sur les émissions de gaz et le financement.

PI. Pouvez-vous mentionner quelques-uns des succès des Amis de la Terre ces dernières années ?

EP. Les Amis de la Terre USA ont apporté leur contribution à la loi Pavley en Californie, en 2002, la première loi sur les émissions de gaz à effet de serre concernant les véhicules. Le président Obama a récemment utilisé les normes dictées par cette loi pour les généraliser à l'ensemble du territoire, dans une loi nationale. Les campagnes menées par les Amis de la Terre ont entraîné l'arrêt des travaux sur plus de 200 barrages et digues en s'opposant au corps des ingénieurs de l'armée américaine. On a sauvé ainsi le cours naturel d'innombrables rivières.

Une de nos premières batailles a été pour stopper le développement du transport supersonique. Le programme de transport supersonique a été financé par le gouvernement pour les compagnies aériennes ; il aurait permis la création d'avions se déplaçant plus vite que le son. Nos arguments ont été l'impact de tels avions sur l'environnement et la couche d'ozone, et nous avons gagné ce combat.

Quelques-unes de nos campagnes ont été menées sous la bannière des Green Scissors (Ciseaux verts), une coalition de groupes divers - contribuables, écologistes, consommateurs - qui vise à couper les dépenses fédérales considérées comme du gaspillage ou dommageables pour l'environnement. Nous avons réussi à couper des subventions pour le lobby nucléaire, la construction de barrages et la recherche de pétrole et de gaz. Au total, quelque 55 milliards de dollars des deniers publics ont été économisés en Amérique grâce à ce programme des Green Scissors.

Copyright Partage international - www.partageinternational.org

En travaillant avec nos collègues internationaux, nous avons pu créer récemment une zone de contrôle environnementale autour des Etats-Unis et du Canada. Le carburant utilisé par les bateaux de croisière actuellement est le plus polluant qui soit. Avec l'Organisation maritime internationale et l'Agence américaine de protection de l'environnement, nous avons pu créer une zone s'étendant sur 200 miles au large du Canada et des Etats-Unis dans laquelle ces navires ont l'obligation d'utiliser un carburant plus propre. Ce règlement va permettre de réduire les coûts de santé tout autour du pays dans les 40 ports qui violent les normes de qualité de l'air fixées par l'Agence. Voilà quelques-unes de nos victoires.

PI. *La justice sociale et les questions environnementales sont au cœur du travail des Amis de la Terre. Quel est votre avis sur la relation entre justice sociale et protection de l'environnement ?*
EP. Pour les Amis de la Terre, la justice sociale et la protection de l'environnement sont inséparables. Vous pouvez protéger l'environnement mais si vous ne tenez pas compte en premier lieu des causes économique et sociale de la destruction de l'environnement, les mêmes causes produiront toujours les mêmes effets - la surpêche dans les océans, le déboisement en Indonésie, la production d'éthanol au Brésil, ou l'implantation de centrales électriques au charbon dans des régions pauvres aux Etats-Unis. La dégradation environnementale va toujours de pair avec l'injustice subie par les peuples indigènes dans le monde entier.

PI. *Quel est le point de vue des Amis de la Terre sur l'énergie nucléaire ?*
EP. Au départ, les Amis de la Terre USA sont nés de la lutte contre le lobby nucléaire. Il faut savoir que financièrement, l'industrie nucléaire est toujours incapable de se subvenir à elle-même. De la production et l'extraction de l'uranium jusqu'à l'élimination des déchets, elle a besoin des énormes subventions du gouvernement américain. Et d'un point de vue écologique, il y a les problèmes associés à l'extraction et au traitement de l'uranium et la gestion des déchets radioactifs issus du fonctionnement des réacteurs, à laquelle personne n'a encore trouvé de solution. C'est un problème environnemental, mais aussi moral, parce que les générations futures devront supporter le fardeau de ce problème pendant des dizaines de milliers d'années.
Du point de vue du réchauffement climatique, l'énergie nucléaire produit des émissions de carbone dès l'extraction et le traitement de l'uranium. Il ne s'agit aucunement d'une énergie propre. Il va falloir dix ans pour construire les nouveaux réacteurs nucléaires alors que nous savons que l'on peut investir beaucoup plus rapidement dans les énergies renouvelables qui donneront de bien meilleurs résultats. L'énergie nucléaire n'est simplement pas une option viable et il faut commencer tout de suite à réduire notre capacité nucléaire.

PI. *Comment pourrait-on diminuer l'influence des industries des énergies fossile et nucléaire sur le monde politique ?*
EP. Des réformes doivent être entreprises à de multiples niveaux. D'abord, les sociétés privées ont trop d'influence sur la politique. L'arrêt rendu récemment par la Cour suprême des Etats-Unis dans l'affaire *Citizens United* autorise un financement illimité des campagnes politiques par les entreprises, donnant ainsi à ces dernières une totale liberté de parole. Depuis une centaine d'années, il existe une théorie selon laquelle les sociétés devraient avoir les mêmes droits que les citoyens. Cette doctrine a été introduite dans la loi et il y a maintenant une jurisprudence qui donne aux sociétés les mêmes droits que vous et moi. Il ne sera pas possible d'apporter des solutions aux problèmes critiques de l'environnement, de la santé, de la justice sociale tant que nous ne parviendrons pas à remettre les entreprises à leur juste place. Et ça ne pourra se faire qu'en révisant l'arrêt *Citizens United* sur le financement des campagnes politiques. Et si les entreprises ont les mêmes droits que les citoyens, il faudrait qu'elles aient aussi les mêmes devoirs, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui.
Ce qui est arrivé aux onze ouvriers de BP dans la catastrophe de la plate-forme pétrolière dans le Golfe du Mexique a été ni plus ni moins un homicide par négligence. Pour les populations vivant autour du Golfe, cette marée noire est un crime écologique. S'il s'agissait d'un crime pénal, les gens de BP seraient jetés en prison et ne seraient pas autorisés à parler à la télévision et à se justifier comme ils le font pour dissimuler leurs méfaits.
Ces quarante dernières années, l'intégrisme économique a modifié la culture d'entreprise et pénètre aujourd'hui tous les secteurs de la société, dans tous les pays. Il a pour philosophie *« l'entreprise avant tout ».* Personne ne remet plus en question les agissements des entreprises. Nous leur avons abandonné le pouvoir de fixer les règles. Résultat : le fondamentalisme aveugle du monde des affaires nous a conduits à la plus grande crise boursière depuis la Grande crise des années 1930. La philosophie de *« l'entreprise avant tout »* a été un facteur décisif dans la catastrophe de la plate-forme pétrolière de BP. Partout les grandes entreprises règnent en maîtres, leur pouvoir est absolu. Les peuples doivent se réapproprier le contrôle des affaires publiques. Tous les éléments progressistes

de nos sociétés, écologistes, militants des droits de l'homme, de la santé, syndicats, homosexuels, lesbiennes, transsexuels, tous vont devoir s'unir pour exiger un nouveau contrat social, rendre la politique au peuple et faire reculer l'intégrisme économique et financier.

PI. *Ce grand mouvement va-t-il pouvoir trouver une vision unificatrice ? Peut-être la conviction qu'il nous faut abandonner un modèle de société basé sur la concurrence, la division, le matérialisme dans tous les domaines, et restaurer le principe du partage en remettant au premier plan l'être humain et son environnement*

EP. Exactement. Actuellement, nous mesurons notre croissance économique et notre niveau de bonheur à l'aide de critères totalement erronés : ce que nous sommes capables d'acheter et de consommer, au lieu de considérer plutôt la qualité de nos relations et notre capacité à produire une nourriture saine. Dans mon bureau, j'ai une citation du Dalaï lama intitulée le Paradoxe de notre ère. Elle commence par : *« Nous avons des maisons plus grandes, mais des familles plus petites. Plus de produits à consommer mais moins de temps. »* Notre économie basée sur la consommation fait que nous avons plus de « choses », mais menons des vies moins satisfaisantes. Nous jetons davantage, mais en même temps nous sommes esclaves des choses que nous achetons. Il nous faut réfléchir à tout ça car la planète ne pourra supporter longtemps notre frénésie de consommation.

PI. *Que faudrait-il faire pour que la loi aille enfin dans le bon sens ?*

EP. Toute loi doit partir d'un constat scientifique. Il faut commencer par fixer des objectifs plus élevés de réduction des émissions pour éviter ce que les scientifiques appellent le scénario catastrophe. Cela signifie des objectifs bien supérieurs à une réduction de 20 %. Nous devrions viser 40 ou 50 % de réduction pour 2020.

Il nous faut aussi admettre que les Etats-Unis sont le principal émetteur de pollution. Indépendamment de ce que la Chine fait en ce moment, les Etats-Unis sont le plus grand pollueur de l'histoire. Nous avons une obligation morale d'aller encore plus loin que les avis des scientifiques, parce que nous sommes en train de faire basculer la planète au-delà d'un point de non retour.

En plus des objectifs de réduction des émissions, nous devons trouver un moyen de mettre un prix sur le CO_2 sans utiliser les mécanismes habituels de la Bourse. Le problème avec la législation actuellement en débat au Congrès américain est qu'elle utilise le système de la « Bourse du carbone » - un marché où se négocient et s'échangent les droits d'émission de gaz à effet de serre qui donne tous les pouvoirs à Wall Street, aux Goldman Sachs et consorts, investisseurs et sociétés de commerce à l'échelle mondiale. Ils trouvent dans cette Bourse du carbone un nouveau moyen de faire de l'argent, et, peut-être, accessoirement, de réduire les émissions. A la lumière de l'effondrement des marchés boursiers, si on pense que les entreprises ont déjà trop de pouvoir et d'autorité dans nos sociétés, il serait folie de mandater ces mêmes entreprises pour effectuer des réductions de gaz à effet de serre. Il faut faire payer l'émission de CO_2 par un système de taxe ou de cotisation géré par le gouvernement fédéral.

Il n'est pas non plus raisonnable que le gouvernement subventionne ou protège les énergies fossiles et le nucléaire - ce sont elles qui nous ont mis dans la panade - ou même qu'il reconnaisse qu'elles ont un rôle à jouer dans l'avenir. Nous devons investir dans la recherche et le développement d'énergies propres, mais surtout dans le déploiement de technologies adaptées. On peut concevoir que le marché intervienne pour déployer ces technologies, mais à un certain point, c'est le gouvernement qui doit prendre en charge le problème, comme il l'a fait pour la Seconde Guerre mondiale ou lorsque le président Kennedy a envoyé un homme sur la lune. A un moment donné, le gouvernement doit intervenir et utiliser tout son pouvoir pour légiférer de façon adéquate et imposer une réduction de la consommation d'énergie.

Ce sont là les principes fondamentaux d'un projet de loi sur le climat. Vous pouvez tourner le problème dans tous les sens, le résultat doit être celui-là.

PI. *Voulez-vous ajouter quelque chose ?*

EP. Le réchauffement climatique est le premier signe global clair montrant que nous avons dépassé nos limites naturelles. Il exige de nous que nous repensions fondamentalement notre façon de produire et consommer l'énergie. Et le réchauffement climatique n'est qu'un des nombreux indicateurs observables. Nous assistons à la destruction rapide de nombreux écosystèmes marins et terrestres. Des peuples entiers manquent d'eau potable partout. On voit les ravages sur les sols agricoles de l'élevage intensif qui s'est développé au cours des quarante dernières années. Les cycles du carbone, de l'azote ou de l'eau sont profondément perturbés, et ceci est le résultat de la Révolution industrielle des cent cinquante dernières années.

Le mouvement écologiste doit se donner pour mission de trouver des solutions à ces problèmes une bonne fois pour toutes, en convainquant la société qu'il existe une autre voie. Si nous n'y parvenons pas, il est difficile d'imaginer à quoi ressemblera la planète dans 50 ans ?

Pour plus d'informations : www.foe.org et www.greenscissors.com

Auteur : Jason Francis, collaborateur de Share International basé dans le Massachusetts (Etats-Unis).
Thématiques : environnement
Rubrique : Divers